

**Point 03** : Débat d'orientations budgétaires 2022

**Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)**

Madame la présidente, chers collègues,

Chers collègues, peut-être avant d'entamer, quelques éléments de réaction après le propos de Monsieur Bainvel. Je crois qu'on ne peut pas dire tout et son contraire. C'est-à-dire qu'un certain nombre de vos collègues de la minorité appellent de leurs vœux, et c'est bien légitime, des dépenses supplémentaires sur un certain nombre de politiques publiques que l'on vient d'évoquer, à la fois à l'occasion de notre DOB, mais aussi à l'occasion du pacte financier, par exemple sur les sujets d'inondation et de milieux aquatiques.

Donc, vous nous demandez de dépenser de manière volontariste et d'accélérer l'effort, par contre vous n'acceptez pas qu'on lève les recettes afférentes qui nous permettent justement d'avoir les moyens de notre politique, et là il y a une contradiction qui se fait jour. Et d'ailleurs, sur la taxe GEMAPI, la réalité c'est qu'il s'agit de compétences nouvelles qui ont été transférées par l'État aux collectivités sans les moyens financiers suffisants pour les assumer, et donc, l'État nous laisse lever des taxes, en l'occurrence cette taxe GEMAPI pouvant aller jusqu'à 40 euros par ménage pour assumer justement cette compétence essentielle des milieux aquatiques.

Donc, oui, à la Métropole nous disons qu'il nous faut assumer nos compétences et ces politiques publiques et, notamment dans le domaine GEMAPI, il nous faut avoir les moyens de nos ambitions et ce que nous demandent les maires de toutes tendances confondues, et donc vous ne pouvez pas tenir de tels propos contradictoires. À mon sens, cela manque de cohérence.

Et donc oui, avec ce Rapport d'Orientations Budgétaires offensif présenté par Pascal Bolo, nous nous projetons justement résolument vers l'avenir. Permettez-moi tout d'abord de souligner à nouveau l'effort considérable consenti en termes d'investissement, passant de 2 milliards à 3,2 au titre de notre Programmation Pluriannuelle de l'Investissement. Cet effort, il est conforme à nos engagements auprès des habitants de Nantes Métropole afin

de maintenir et de développer la qualité du service public, notamment face à la hausse démographique du territoire.

Au-delà des chiffres bruts, ce sont des projets concrets qui impacteront la vie des habitants de la métropole, et nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir au cours du Conseil et tout au long de la mandature.

Une Métropole qui investit pour des projets structurants, c'est un marqueur politique, que ce soit en matière de mobilité, de développement économique, de transition écologique, ou encore d'eau et d'assainissement. À l'heure où certains prophétisent la fin des grands clivages politiques et l'avènement de la gouvernance des experts, la stratégie budgétaire de notre Métropole vient réaffirmer notre engagement en faveur des jeunes, des salariés et des familles populaires dans toutes les politiques publiques que nous portons.

En effet, plutôt que de faire reposer le coût de l'investissement sur une population éprouvée par la récente période, nous assumons de ne pas faire évoluer la fiscalité des ménages et des entreprises, de contenir l'évolution des taxes, et ce malgré les contraintes qui pèsent sur notre budget métropolitain. Nous faisons ainsi fructifier la bonne gestion, cela a été rappelé, de notre Métropole au cours des dernières années, en allant chercher l'argent là où il se trouve.

Lorsque les taux sont bas comme nous l'avons vu, il est en effet de bon sens d'avoir recours à l'endettement maîtrisé et rationnel. Car c'est bien dans un contexte dégradé, mes chers collègues, que nous étudions nos orientations budgétaires futures.

Nous entamons ce mandat dans une tempête sociale que la politique du Gouvernement n'a fait qu'amplifier au cours des quatre dernières années, entre privatisations d'entreprises publiques, attaques contre les droits des chômeurs, précarisation de la jeunesse, fonctionnaire bashing ou encore mise en coupe réglée du Code du travail. Voilà la période dans laquelle nous devons évoluer et c'est ça, une décision de mobiliser les deniers publics pour des politiques publiques utiles, contribuant à la relance économique du territoire, maintenant, sans attendre, n'en déplaise à la droite.

En parallèle de ce niveau d'investissement historique, nous aussi nous souhaitons rester vigilants sur le volet fonctionnement de nos dépenses. En effet, un déséquilibre trop

prononcé entre la hausse des investissements et des dépenses de fonctionnement conduirait à terme à la dégradation de la qualité du service rendu aux usagers ainsi qu'à une dégradation des conditions de travail de nos propres habitants. Aussi, nous appelons dès aujourd'hui à ce que tout au long du mandat les dépenses de fonctionnement suivent nos ambitions en matière d'investissement. L'État, dans le domaine, serait d'ailleurs mieux inspiré de dégeler enfin le point d'indice des fonctionnaires plutôt que d'imposer à nos agents de travailler plus, sans contrepartie aucune.

Les Élus communistes, vous le comprenez bien, se félicitent donc de ces orientations budgétaires à la hauteur des besoins du territoire, et maintiendront leur vigilance sur la réalisation des engagements pris.

Je vous remercie de votre attention.